

MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU DOUBS

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2024
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
+ 0,2 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2024

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **22 040** (+ 2,5% sur un trim.)
Cat. B, C : **18 030** (- 0,6 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **40 070** (+ 1,1 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,8 % au 2^{ème} trimestre 2024
+ 0,1 pt par rapport au 1^{er} Trim. 2024
(France métropolitaine : 7,1 % ; - 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

199 810 au 2^{ème} trimestre 2024
+ 0,2 % par rapport au 1^{er} Trim. 2024

● RECOURS À L'INTÉRIM

7 380 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2024
+ 0,7 % par rapport au 1^{er} Trim. 2024

Au deuxième trimestre 2024

L'emploi salarié (privé et public) augmente dans le Doubs, avec 300 emplois supplémentaires par rapport au 1er trimestre 2024. En dehors de l'intérim, seuls l'industrie et les services non marchands génèrent des emplois. À l'inverse, l'emploi est peu dynamique dans les services marchands, en particulier ceux destinés aux entreprises et ceux relevant de l'hébergement-restauration. Le commerce voit ses effectifs diminuer, tout comme le secteur de la construction. Sur un an, l'emploi salarié affiche une hausse plus favorable que la moyenne régionale. D'après les premières remontées, le dispositif d'activité partielle serait moins sollicité qu'au cours du 1er trimestre 2024, notamment dans l'industrie. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 12 300) reste un peu moins élevé qu'il y a un an (-0,7 %, soit 90 de moins), une baisse annuelle inférieure à celle enregistrée dans la région.

Au troisième trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle est supérieur à celui enregistré au 2e trimestre 2024. Les défaillances d'entreprises sont aussi nombreuses qu'en 2023 à la même période, mais les emplois menacés augmentent. Comme au niveau régional, la demande d'emploi de catégorie A augmente fortement : +2,5 % (+1,1% en région). Elle dépasse de 5,2 % son niveau de 2023. En raison d'une moins bonne tenue de l'activité économique, le nombre de demandeurs d'emploi déclarant une activité recule de 0,6 %. Au total, la demande d'emploi des catégories ABC s'accroît. La dégradation du marché du travail (catégorie A) touche aussi bien les hommes (+2,8 %) que les femmes (+2,1 %). Les inscrits de 25 à 49 ans sont les plus exposés (+3,6 %). Les inscrits de 50 ans et plus sont également concernés, mais dans une moindre mesure. Les inscriptions à France Travail, bien qu'en baisse sur le trimestre, dépassent le nombre de sorties. Autre signe d'une conjoncture plutôt morose, les entrées suite à un licenciement économique augmentent tandis que les sorties pour reprise d'emploi et les entrées en stage reculent.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

3^{ème} Trimestre 2024

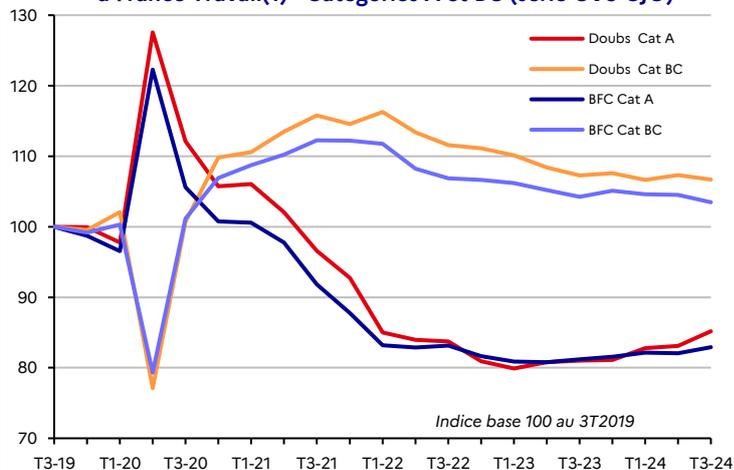
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
	T3 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Doubs :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	22 040	+2,5	+5,2
Catégories B, C	18 030	-0,6	-0,6
Catégories A, B, C	40 070	+1,1	+2,5
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	102 190	+1,1	+2,1
Catégories B, C	93 830	-1,0	-0,7
Catégories A, B, C	196 010	0,0	+0,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail(1) - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Doubs			BFC	
	T3 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A					
Hommes	11 960	+2,8	+6,2	+1,5	+3,6
< 25 ans	1 750	+1,7	+7,4	+1,7	+3,1
25 - 49 ans	7 040	+3,2	+7,0	+1,5	+4,0
50 ans et plus	3 170	+2,6	+3,9	+1,5	+2,9
Femmes	10 080	+2,1	+3,9	+0,6	+0,6
< 25 ans	1 440	-1,4	+5,1	-0,4	+0,6
25 - 49 ans	6 150	+3,9	+5,3	+0,5	+0,6
50 ans et plus	2 490	-0,4	0,0	+1,1	+0,4
Total	22 040	+2,5	+5,2	+1,1	+2,1
< 25 ans	3 190	+0,3	+6,3	+0,7	+2,0
25 - 49 ans	13 190	+3,6	+6,2	+1,0	+2,4
50 ans et plus	5 660	+1,3	+2,2	+1,4	+1,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Doubs			BFC	
	T3 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	20 420	+1,2	+3,2	+0,2	+2,0
< 25 ans	2 830	+0,4	+5,2	+0,1	+2,0
25 - 49 ans	12 400	+1,3	+2,9	-0,2	+1,5
50 ans et plus	5 190	+1,6	+3,0	+0,9	+2,8
Femmes	19 650	+0,9	+1,7	-0,1	-0,4
< 25 ans	2 440	-2,4	+3,4	+0,2	+1,0
25 - 49 ans	11 920	+1,4	+1,6	-0,3	-1,0
50 ans et plus	5 280	+1,1	+1,0	+0,4	+0,1
Total	40 070	+1,1	+2,5	0,0	+0,7
< 25 ans	5 270	-0,8	+4,4	+0,1	+1,5
25 - 49 ans	24 330	+1,4	+2,4	-0,2	+0,3
50 ans et plus	10 470	+1,4	+1,8	+0,6	+1,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur Pôle emploi.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Doubs			BFC	
	T3 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	22 670	+1,2	+3,6	-0,2	+1,4
DELD :					
1 à 2 ans	7 760	+1,3	+7,2	+0,2	+3,3
2 à 3 ans	3 440	+3,0	+3,6	+3,2	+3,4
3 ans et plus	6 200	-0,3	-6,6	-1,0	-5,8
Total DELD	17 400	+1,0	+1,1	+0,4	-0,1
Part des DELD	43,4%	0,0 pt	-0,6 pt	+0,2 pt	-0,3 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T2 2024	Moyenne annuelle 2024	2023
Assurance chômage	18 140	18 510	17 510
Solidarité - Etat	1 480	1 480	1 620
Autres	410	430	370
Total DE indemnisés	20 020	20 420	19 500
Formation	1 230	1 310	1 520
Part des DE indemnisés* :			
Doubs :	48,1%		
BFC	46,4%		

Source : France Travail

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Doubs			BFC	
	T3 2024	Var. annuelle en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	927	+6	+0,7	+74	+1,6
Fin de mission d'intérim	383	0	+0,1	-84	-4,8
Démission	255	-10	-3,7	-19	-1,4
Rupture conventionnelle	266	+21	+8,6	-14	-1,1
Licenc. économique	147	+69	+89,7	+152	+50,9
Autre licenciement	296	-7	-2,2	+34	+2,8
Première entrée ⁽¹⁾	269	-19	-6,6	-74	-5,5
Retour d'inactivité ⁽²⁾	819	-60	-6,8	-605	-13,7
Réinscription rapide ⁽³⁾	752	+11	+1,5	-96	-2,6
Autre motif ⁽⁴⁾	316	+30	+10,5	+137	+10,2
Motif indéterminé	374	-7	-1,8	+20	+1,1
Total	4 803	+36	+0,8	-475	-2,1

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Doubs			BFC	
	T3 2024	Var. annuelle en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	516	-77	-13,0	-437	-15,2
Entrée en stage ou formation	449	-31	-6,5	-57	-2,4
Arrêt de recherche**	335	-44	-11,5	-110	-5,8
dont maladie	210	-22	-9,5	-37	-3,3
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	2 041	-13	-0,6	-5	0,0
Radiation administrative	365	-4	-1,2	+12	+0,6
Autre cas ⁽²⁾	374	-16	-4,2	-40	-2,2
Total	4 081	-185	-4,3	-636	-3,1

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T3 2024	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Besançon	9 270	+1,1	+3,3	45,5	15,2	24,8	8,0
Montbéliard	8 720	+4,4	+5,6	45,2	14,6	26,2	11,4
Pontarlier	4 060	+2,0	+8,8	47,3	12,3	26,6	6,6
Doubs	22 040	+2,5	+5,2	45,7	14,5	25,7	8,6

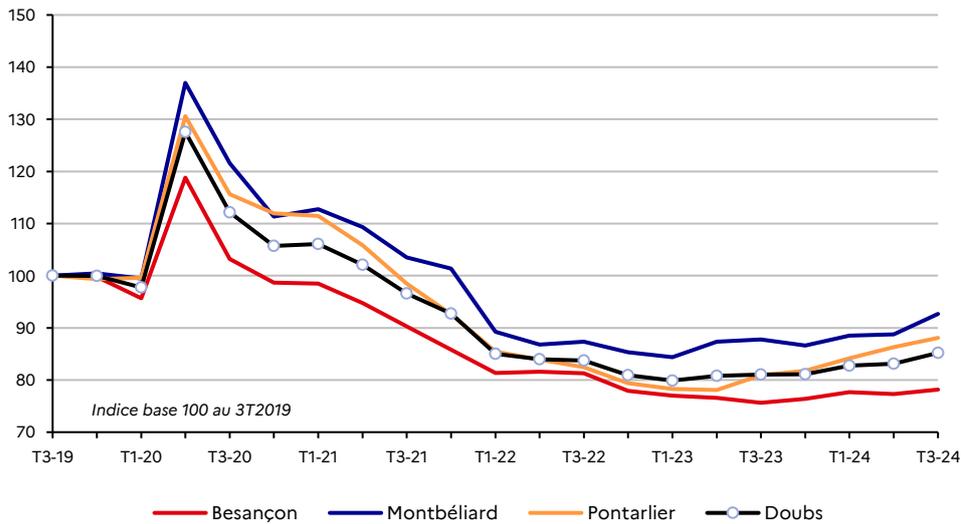
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2021

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dcrets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T3 2024	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T3 2024	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Besançon	17 610	+0,1	+0,9	7 590	-0,1	0,0
Montbéliard	15 120	+1,7	+2,9	6 980	+1,9	+2,5
Pontarlier	7 330	+2,1	+5,3	2 830	+2,2	+0,7
Doubs	40 070	+1,1	+2,5	17 400	+1,0	+1,1

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dcrets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
1 840	-6,1	1 800	-6,3
1 440	+2,1	1 270	-8,6
850	-1,2	740	-11,9
4 130	-2,4	3 810	-8,2

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2025.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

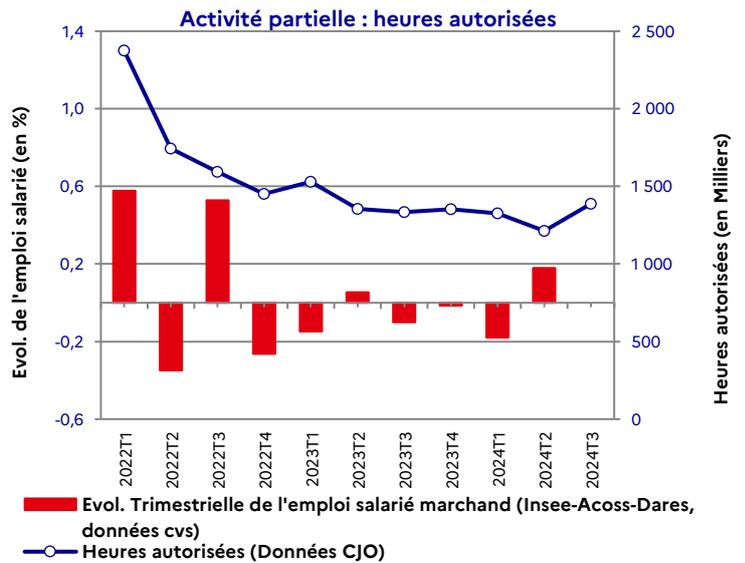
Activité partielle

Données CJO*	Doubs	
	T2 2024	T3 2024
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	152	132
Volume d'heures autorisées	1 213 114	1 387 571
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	1 097 145	1 237 346
Construction	8 869	2 809
Commerce	9 243	5 633
Services	97 857	141 783
Etablissements autorisés	131	122
dont : étabs de 50 sal. et plus	54	50
Nombre de salariés concernés**	16 094	15 935
Total heures autorisées 12 mois glissés	5 227 060	5 279 526

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

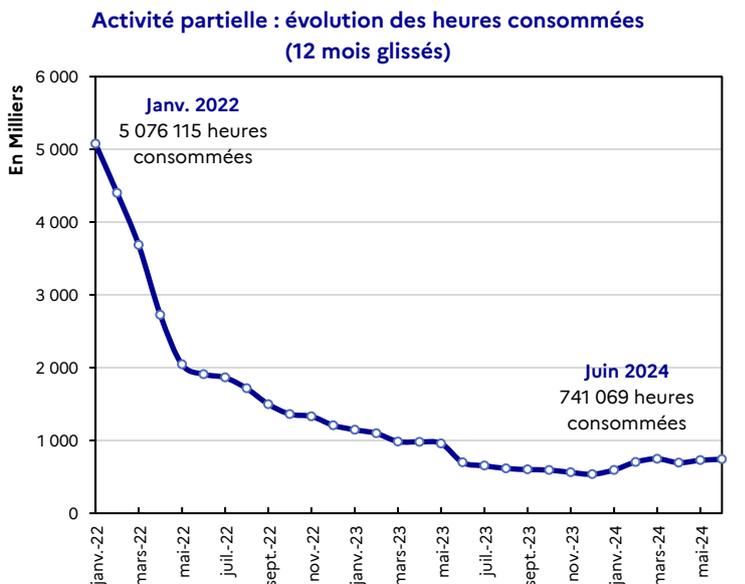


Données brutes	Doubs	
	T1 2024	T2 2024
Heures consommées		
Nombre d'heures consommées*	386 680	119 768
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	332 980	98 983
Construction	3 892	54
Commerce	3 792	3 773
Services	46 016	16 958
Etabs ayant consommé des heures	90	76
dont : étabs de 50 sal. et plus	40	32
Nombre de salariés concernés**	4 737	1 908
Total heures consommées 12 mois glissés	747 362	741 069

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Créations d'entreprises

Données brutes	Doubs	
	T3 2024	Evol./T3 2023
Créations d'entreprises		(en %)
Nombre de créations d'entreprises	1 673	+2,3
dont :		
Entreprises individuelles	277	+10,4
Micro-entrepreneurs	1 039	+1,2
Sociétés	357	0,0
Cumul sur 12 mois glissés	6 591	+7,0
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	634	+4,3
Cumul sur 12 mois glissés	2 401	+5,4

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes	Doubs	
	T3 2024	Evol./T3 2023
Ouvertures de procédures		(en %)
Nombre d'ouvertures de procédures	85	-9,6
dont :		
Sauvegardes	s	s
Redressements judiciaires	28	-17,6
Liquidations judiciaires directes	56	-6,7
Nombre d'emplois menacés	282	+20,5
dont :		
Agriculture	s	s
Industrie	46	+84,0
Construction	57	-5,0
Commerce	70	+52,2
Services	108	+5,9
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	374	+6,6

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

Effectifs salariés par secteur d'activité

2 ^{ème} trimestre 2024 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle en nbre	Trimestrielle en %	Annuelle en nbre	Annuelle en %		Trimestrielle en nbre	Trimestrielle en %	Annuelle en nbre	Annuelle en %
Agriculture	1 810	-20	-0,9	+70	+4,2	1 820	-20	-0,9	+70	+4,0
Industrie	39 300	+400	+1,0	+370	+0,9	42 860	+320	+0,8	-120	-0,3
Industrie agro-alimentaire	5 360	+70	+1,3	+20	+0,3	5 830	+100	+1,7	+20	+0,3
Industries extractives, énergie, eau, déchets	2 200	+20	+1,1	+40	+1,7	2 280	+10	+0,5	+30	+1,3
Equipements élec. électron. info., autres machines	4 650	0	+0,1	-90	-1,8	5 010	-40	-0,8	-270	-5,1
Matériels de transport	10 150	+380	+3,9	+140	+1,4	11 280	+350	+3,2	+110	+1,0
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	16 940	-70	-0,4	+260	+1,5	18 460	-100	-0,5	-10	-0,1
Construction	9 780	-100	-1,0	-230	-2,3	10 570	-100	-1,0	-230	-2,1
Commerce ; réparation auto.	22 830	-90	-0,4	-140	-0,6	23 480	-140	-0,6	-180	-0,8
Services marchands	47 320	-100	-0,2	+100	+0,2	49 500	+140	+0,3	+270	+0,5
Transports et entreposage	8 270	0	+0,0	+110	+1,3	9 140	+220	+2,5	+270	+3,1
Hébergement et restauration	6 670	-50	-0,8	-30	-0,5	6 750	-30	-0,4	-30	-0,4
Information et communication	1 870	0	+0,1	-10	-0,4	1 880	-10	-0,5	-20	-0,8
Services financiers	4 840	+40	+0,7	+120	+2,6	4 850	+40	+0,8	+120	+2,4
Services immobiliers	1 520	-10	-0,5	-140	-8,6	1 530	-10	-0,3	-140	-8,6
Services aux entreprises	14 950	-90	-0,6	+10	+0,1	16 120	-90	-0,5	+70	+0,5
Services aux ménages	9 200	+10	+0,1	+40	+0,4	9 230	+20	+0,2	-10	-0,1
Services non marchands	71 240	+60	+0,1	+1 030	+1,5	71 590	+90	+0,1	+1 070	+1,5
Ensemble	192 280	+150	+0,1	+1 190	+0,6	199 810	+300	+0,2	+880	+0,4

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

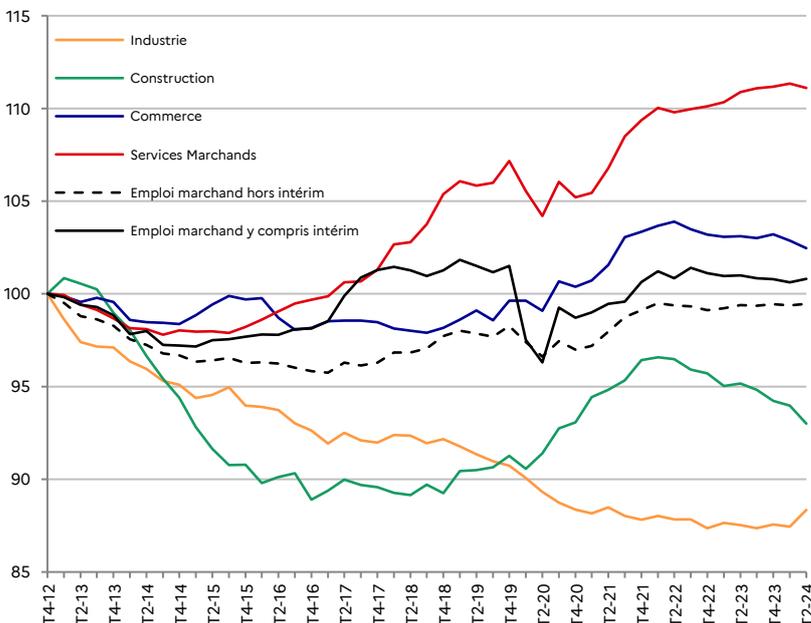
Traitement : Dreets BFC-SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

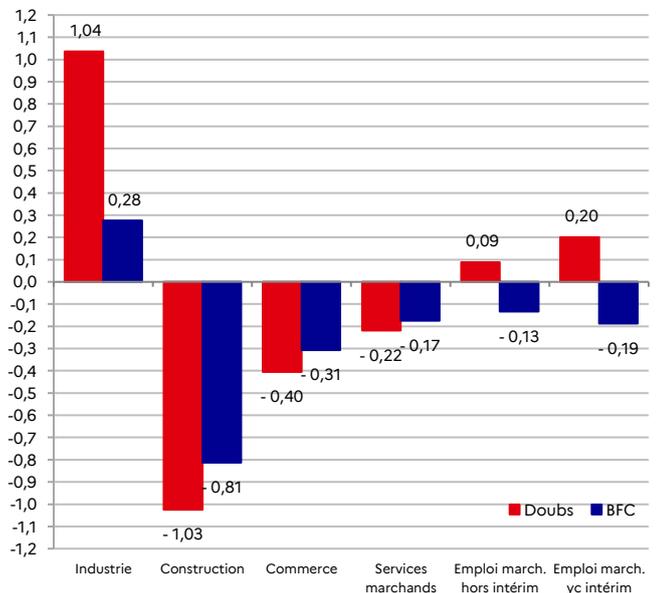
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 1^{er} et le 2^{ème} trim. 2024, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Doubs 2 ^{ème} trimestre 2024 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	20	-6,3	-12,7	1,0	-0,2	20	+100,0	0,0	3,3	-1,2
Industrie	3 920	+0,7	-9,6	9,1	-0,9	3 910	+3,7	-6,7	2,8	-0,1
Construction	700	-0,3	-0,9	6,7	+0,1	660	0,0	-7,0	4,0	+0,3
Commerce	660	-3,9	-6,4	2,8	-0,2	700	-1,4	-1,4	1,4	0,0
Services	2 090	+2,7	-1,5	4,2	-0,1	2 120	+2,9	-0,5	1,4	0,0
Ensemble	7 380	+0,7	-6,4	5,7	-0,4	7 400	+2,6	-4,6	2,2	-0,1

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

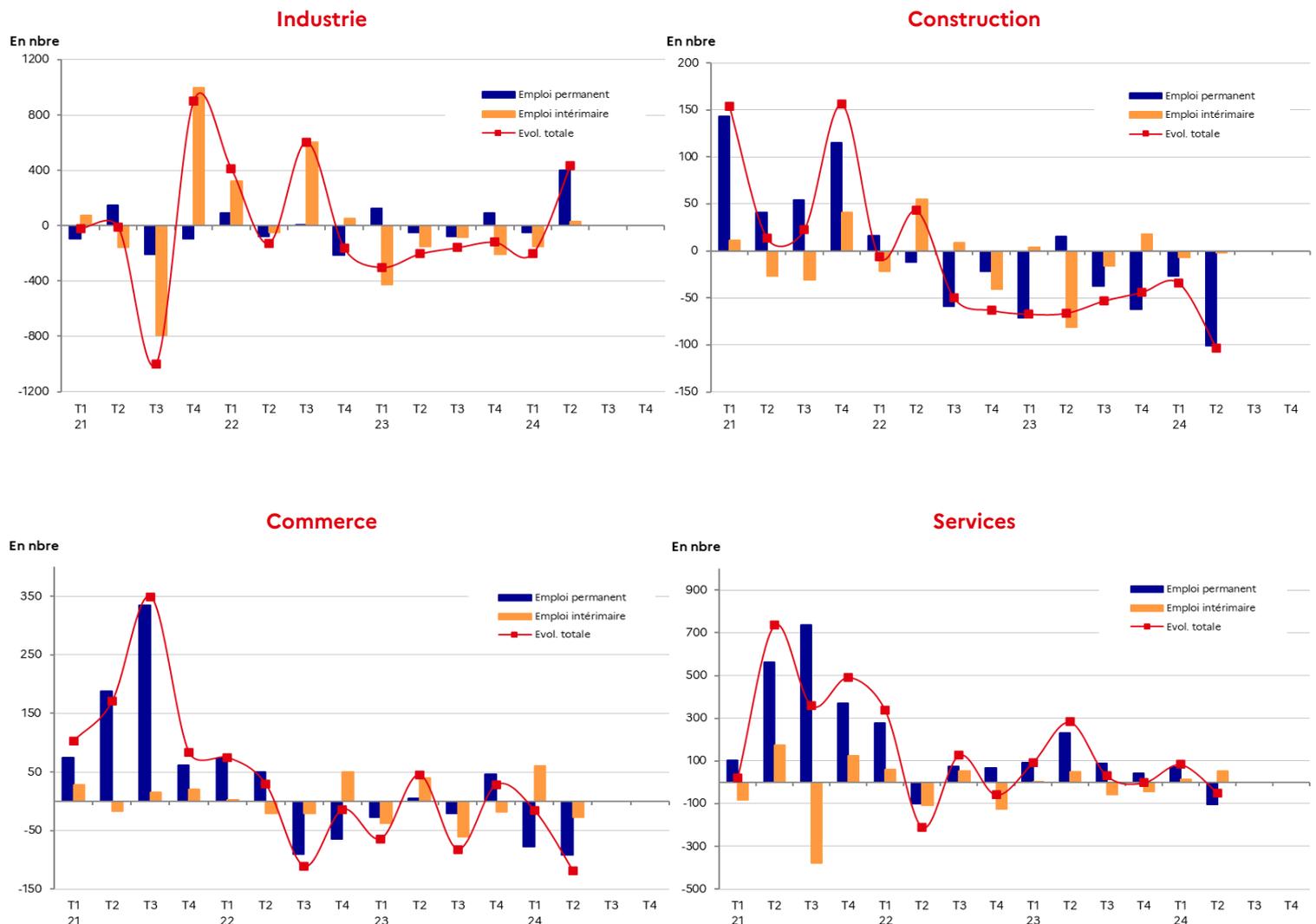
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) -> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Doubs		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
2^{ème} trimestre 2024						
Embauches		1 835	653	3 409	30 444	36 341
Répartition en %		5,0	1,8	9,4	83,8	100,0
dont en % :						
	CDD	47,1	45,9	61,2	89,5	83,9
	< 25 ans	33,6	32,9	53,6	27,4	30,3
	25 - 49 ans	47,2	49,3	32,6	46,9	45,6
	50 - 54 ans	7,0	5,5	3,5	8,9	8,2
	55 ans ou plus	10,9	8,7	9,2	15,6	14,6
	Femmes	42,6	9,6	59,5	59,9	58,1
Sorties		2 122	783	3 366	31 031	37 302
Répartition en %		5,8	2,2	9,3	85,4	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	26,4	26,8	47,1	84,8	76,9
	dont CDD < 1 mois	44,1	27,1	67,7	86,9	84,6
	Demissions	29,5	33,0	25,5	7,0	10,5
	Licenciements économiques	4,0	2,9	0,6	0,3	0,6
	Licenc. non économiques	11,6	11,7	8,3	2,4	3,7
	Retraite	7,2	2,9	1,4	0,7	1,2
	Ruptures Conventionnelles	7,4	9,3	4,8	1,1	2,0
	< 25 ans	24,5	28,4	49,2	26,4	28,4
	25 - 49 ans	47,0	52,1	34,4	47,2	46,1
	50 - 54 ans	7,2	5,9	4,4	8,9	8,3
	55 ans ou plus	20,2	10,6	11,1	16,4	16,0
	Femmes	41,1	10,3	57,1	59,8	57,5

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

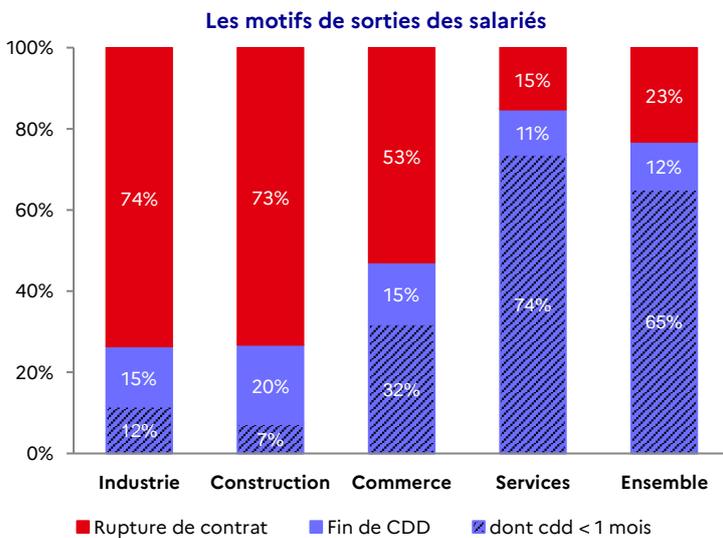
L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

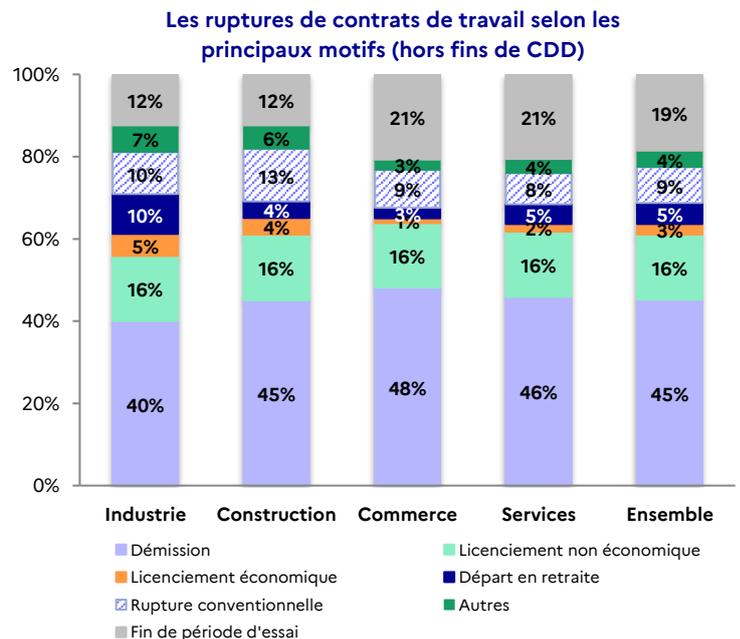
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

Lecture : Au 2^{ème} trimestre 2024 parmi les embauches dans l'industrie 47,1 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 4 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,6 % tous secteurs confondus



Lecture : dans le commerce, 32 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.



Lecture : dans l'industrie, 40 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Doubs		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
2^{ème} trimestre 2024							
Actifs en emploi (en %)		12,3	58,3	13,4	16,1	50,4	29,3
Embauches		11 012	16 580	2 994	5 310	21 109	6 463
dont en % :							
	CDD	84,4	81,1	85,9	91,2	86,4	86,7
Sorties		10 596	17 199	3 095	5 983	21 439	6 201
dont en % :							
	Fins de CDD	76,6	75,3	81,2	79,8	80,7	79,5
	dont CDD < 1 mois	81,9	85,0	86,7	87,6	83,6	82,7
	Demissions	11,2	12,7	7,3	4,0	9,1	10,3
	Licenciements économiques	0,0	0,6	1,3	1,0	0,5	0,0
	Licenc. non économiques	5,4	3,1	3,1	2,6	3,0	4,3
	Retraite	0,0	0,0	0,0	7,5	0,8	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,8	2,8	2,6	1,6	1,6	0,7

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2021, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 91,2 % ont signé un CDD.

L'emploi frontalier

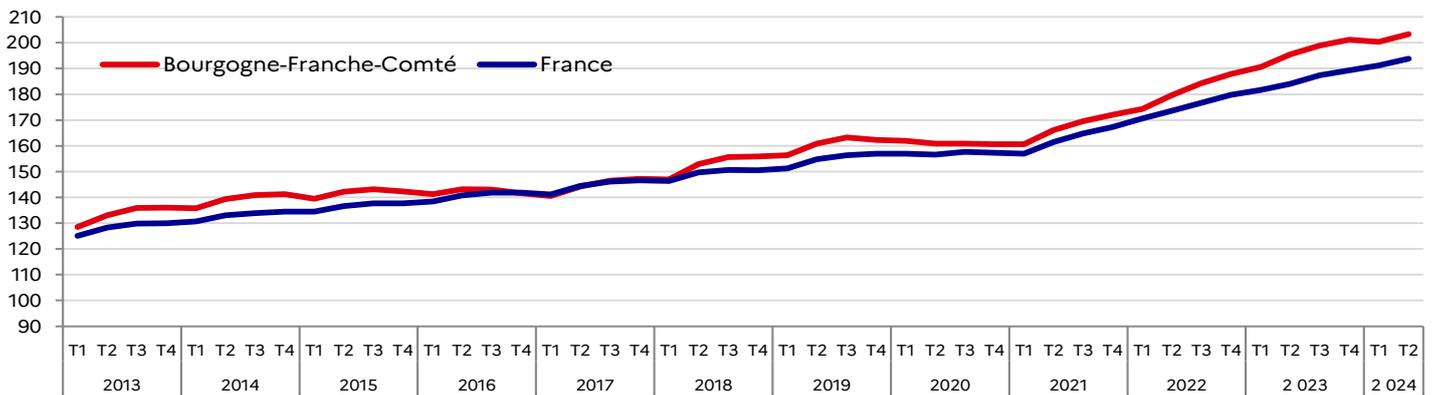
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2024	Actifs occupés RP 2021	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	250 359	222 830	22,4	+0,1	+1 820	+0,8	248	0,5	+6,0	+29	+13,2
Doubs	254 900	199 810	20,1	+0,2	+880	+0,4	33 883	70,7	+1,4	+1 211	+3,7
Jura	116 590	87 870	8,8	-0,5	-410	-0,5	7 950	16,6	+1,7	+324	+4,2
Nièvre	80 648	64 610	6,5	-0,2	-230	-0,4	27	0,1	+8,0	+8	+42,1
Haute-Saône	104 664	69 300	7,0	-0,3	-580	-0,8	797	1,7	+3,0	+77	+10,7
Saône-et-Loire	238 264	191 480	19,2	-0,1	-310	-0,2	247	0,5	+5,1	+20	+8,8
Yonne	145 199	109 660	11,0	-0,3	-700	-0,6	33	0,1	+6,5	+8	+32,0
Territoire de Belfort	64 290	49 140	4,9	+0,0	-130	-0,3	4 732	9,9	+0,9	+171	+3,7
BFC	1 254 913	994 710	100,0	-0,1	+340	+0,0	47 917	100,0	+1,5	+1 848	+4,0

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

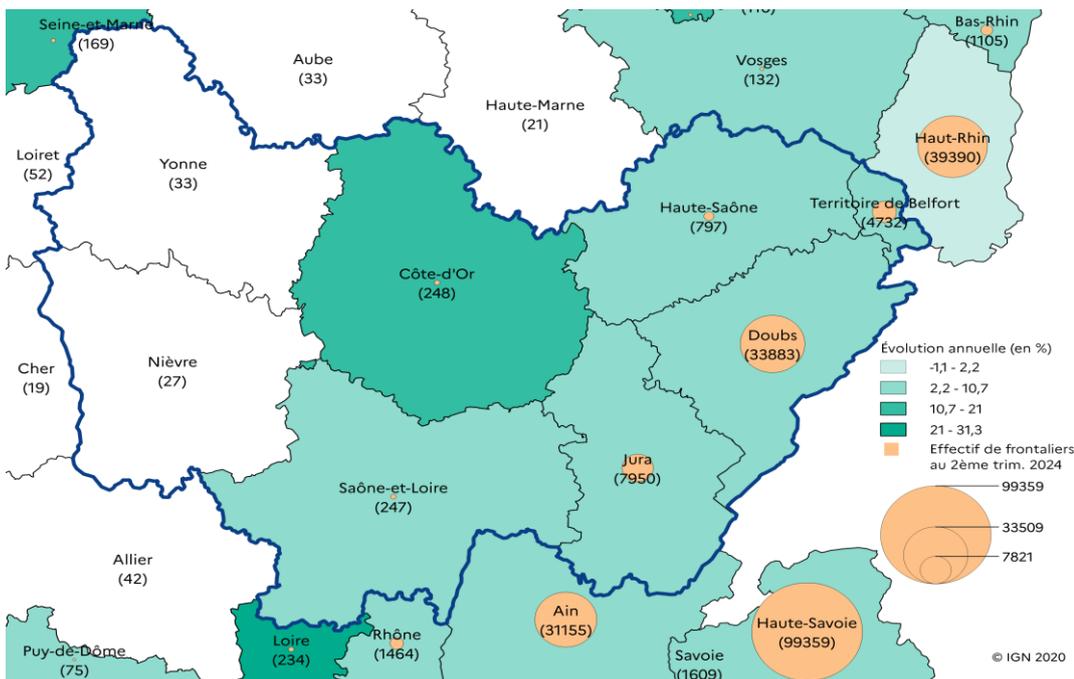
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +3,7% dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 883 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Doubs			BFC
	T3 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 23	Var.(%)/ cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	103	286	-30,1	-33,9
jeunes	35	95	-30,1	-36,9
seniors	26	79	-17,7	-26,5
bénéficiaires RSA	17	50	-38,3	-17,6
DELD	54	150	-28,2	-33,7
TH	11	44	-30,2	-29,7
résidents QPV	26	68	+3,0	+2,8
résidents ZRR	10	29	-40,8	-41,5
éducation nationale	s	s	-66,7	-21,9
CIE Jeunes	s	s	-79,6	-75,2
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	531	1 422	+17,8	-4,4
dt résidents QPV	130	386	+53,2	+9,1
CEJ*	377	1 517	+1,9	-0,2
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	37	142	-7,2	+3,9
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 2T2024)				
- secteur public	s	5	ns	+100,0
- secteur privé	169	446	-6,1	-0,4

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

s : secret statistique

** Données arrêtées à la semaine 39

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T1 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 2023
Côte d'Or	330	330	-14,7
Doubs	460	460	+13,9
Jura	265	265	-7,3
Nièvre	162	162	-17,3
Haute-Saône	156	156	-1,3
Saône-et-Loire	449	449	-0,4
Yonne	351	351	-6,9
Territoire de Belfort	115	115	-14,8
BFC	2 288	2 288	-4,4

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Doubs		BFC
	T3 2024	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	266	-12,1	-11,1
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	1 593	-13,6	-15,7
CEJ*	930	+6,5	+9,8
IAE (au 1T 2024)	1 574	+0,1	-1,7

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du](#)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2024	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 1T 2024)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
<i>données brutes provisoires</i>								
Côte d'Or	9 627	-0,9	37 673	-2,7	9 137	+4,6	1 383	-8,0
Doubs	12 320	-0,7	32 663	-4,0	10 493	+1,4	1 453	-11,0
Jura	3 413	-3,1	15 150	-4,8	5 570	+3,1	567	-7,1
Nièvre	5 680	+0,4	13 397	-3,2	6 497	+2,1	703	-4,5
Haute-Saône	3 947	-0,8	14 873	-4,1	5 920	+5,7	853	-6,9
Saône-et-Loire	9 483	-6,3	35 847	-4,6	12 710	+4,4	1 683	-11,2
Yonne	8 693	-0,5	22 520	-3,6	7 860	+1,1	1 080	-7,2
Territoire de Belfort	4 070	-4,2	9 380	-4,2	2 723	+9,2	583	-6,9
BFC	57 233	-2,0	181 503	-3,8	60 910	+3,4	8 305	-8,6

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

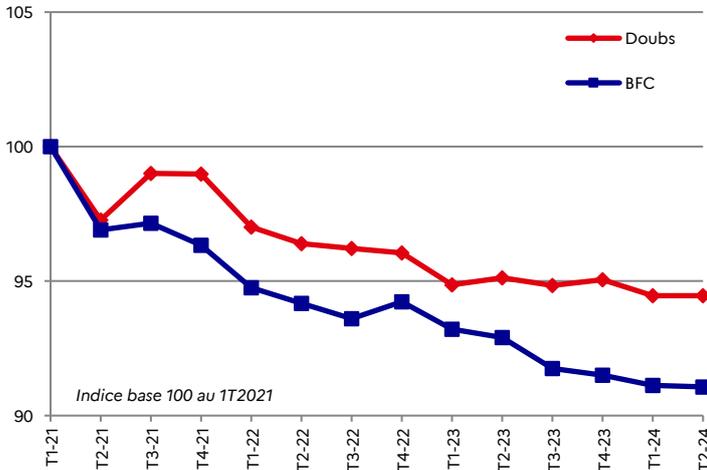
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

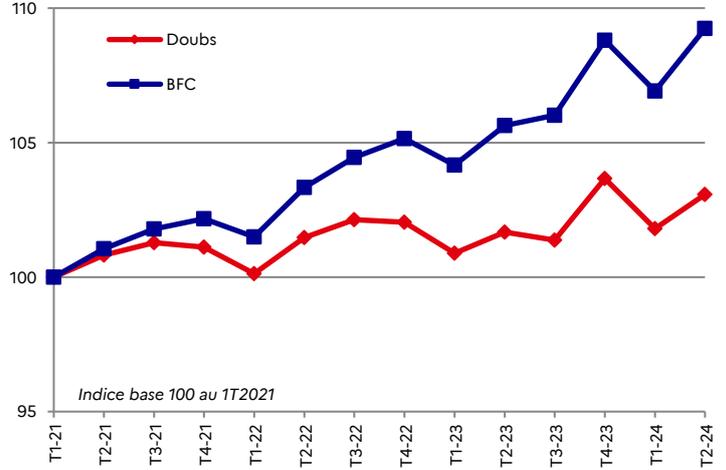
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

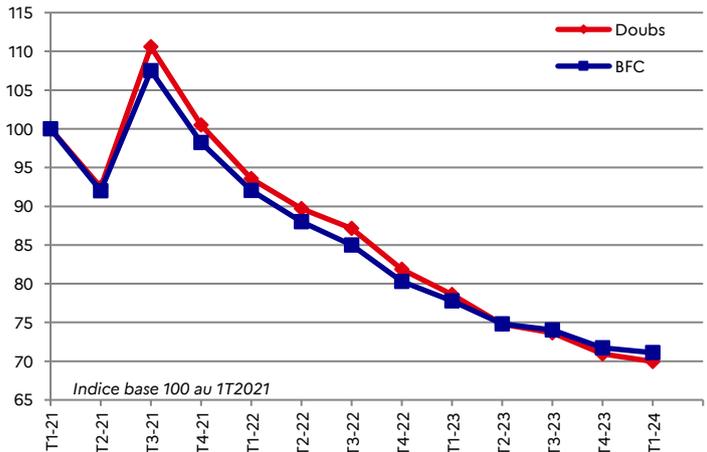
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

